

## ELEMENTS DE DROIT

### INTRODUCTION GENERALE

Section I : Définition du mot « droit ».

A- Les différents sens du mot « droit ».

B- Droit objectif et droit subjectif.

Section II : Principales branches du droit.

A- Matières du droit public.

B- Matières du droit privé.

C- Matières mixtes.

### *Première partie : Droit positif : la règle de droit*

#### *Chapitre I : l'objet de la règle de droit*

Section I : Distinction de la règle de droit des autres règles de conduite.

A- Droit et morale.

B- Droit et religion.

Section II : Les caractères de la règle de droit.

A- Caractère général et abstrait de la règle de droit.

B- Caractère obligatoire de la règle de droit

C- La règle de droit est sanctionnée par l'autorité publique.

#### *Chapitre II : Les sources de la règle de droit*

Section I : Les sources traditionnelles.

§ : Les principes du droit musulman.

§ : Le droit coutumier.

Section II : Les sources modernes.

§ : La loi et le règlement.

A- Distinction entre loi et règlement.

B- Domaine respectif de la loi et du règlement.

§ : L'entrée en vigueur et l'abrogation de la loi au sens large.

A- L'entrée en vigueur de la loi.

B- L'abrogation de la loi.

§ : Domaine de l'application de la loi.

A- Application de la loi dans le temps.

B- Application de la loi dans l'espace.

Section III : Les autres sources.

A- La coutume.

B- La jurisprudence.

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **SECTION I : DEFINITION DU MOT « DROIT ».**

#### **A- Les différents sens du mot « droit ».**

Le mot Droit peut revêtir deux sens :

Le 1<sup>er</sup> est celui du langage courant, il désigne une discipline en l'occurrence la science juridique, c'est ainsi qu'on parlera de la faculté de droit et de l'étudiant en droit.

Le 2<sup>ème</sup> sens du mot droit est beaucoup plus stricte et plus technique. Employé dans un sens le mot Droit peut avoir deux acceptions :

- il peut signifier soit l'ensemble des règles de conduite appelés normes où s'imposent à l'Homme vivant en société et dont l'inobservation est sanctionnée par l'autorité publique, c'est ce qu'on appelle **LE DROIT OBJETIF**.

- Soit les prérogatives que le droit objectif reconnaît à l'individu, ex/ le droit de propriété, le droit de vote, ... La personne qui jouit de ces droits est appelée sujet de droit d'où l'appellation de **DROIT SUBJECTIF**, c'est à dire des droits qui s'attachent à la personne.

#### **B- Droit Objectif et droits subjectifs**

Le droit objectif revêt un caractère général et abstrait. Il s'applique sans aucune distinction à tout individu se trouvant dans une situation déterminée.

Ex. l'art 209 du code de la famille fixe l'âge de la majorité à 18 ans grégoriens accomplis. Cette règle s'applique à tous les marocains et marocaines.

Le droit objectif ne tient aucun compte de considérations personnelles.

**Les droit subjectifs** : ils s'attachent à la personne titulaire du droit.

Ex. : Dans le droit de propriété le titulaire du droit (le propriétaire) peut en principe user ou disposer de son bien comme bon lui semble.

Malgré la distinction classique entre droit objectif et droit subjectif, ces deux catégories de droit présentent des liens assez étroits entre elles. En effet les droits subjectifs procèdent directement du droit objectif. Autrement dit c'est le droit objectif qui permet aux particuliers de se prévaloir de leurs droits subjectifs.

*Ex.* Un père dans le besoin peut exiger de son fils aisé une pension alimentaire, ici il exerce un droit personnel c'est à dire un droit subjectif mais c'est le droit objectif art 197 du code de la famille qui lui permet cela.

## SECTION II : PRINCIPALES BRANCHES DU DROIT

On distingue entre le droit public et le droit privé. Cette distinction remonte au droit romain. On peut définir le droit public comme étant un ensemble de règles relatives à l'organisation de l'Etat, à son fonctionnement, à ses services .... Le droit public institue aussi les droits et obligations de l'Etat et il détermine les droits et obligations des fonctionnaires.

Le droit privé, c'est l'ensemble des règles qui régissent les rapports entre particuliers en dehors de toute ingérence d'une autorité publique, c'est la partie la plus ancienne et la plus élaborée du droit. Elle a pour centre le droit civil qui constitue un tronc sur lequel se greffent autres branches de droit comme le droit commercial par exemple.

### **A- Les matières du droit public**

La encore il faut distinguer entre la matière du droit public interne et celle du droit public international.

#### **1- les matières du droit public interne :**

A leur tête on trouve le droit constitutionnel.

a)- *le droit constitutionnel* : Il établit la charpente de l'Etat. Il détermine les pouvoirs publics et les autorités qui les exercent. Il fixe également les principes fondamentaux qui réglementent les rapports entre l'Etat et ses citoyens.

b)- *le droit administratif*, il réglemente l'organisation des personnes morales administratives (ex. les régions, les provinces, les communes ou les établissements publics), de même que les rapports avec les particuliers.

c)- *le droit financier*, on l'appelle également les finances publiques. Ce droit régit la gestion des finances de l'Etat c'est-à-dire les recettes et les dépenses de l'Etat et des collectivités locales

## **2- Les matières du droit public international**

Il s'agit essentiellement du droit international public. Le DIP gouverne les rapports des Etats entre eux, c'est donc un droit inter étatique. Il se caractérise par le fait qu'il n'y a pas de pouvoir établi qui assure l'autorité des règles juridiques qu'il édicte. Le DPI est fondé sur des règles coutumières reconnues par la plus part des pays et sur les traités internationaux. De plus le DPI régit les devoirs des Etats les uns à l'égard des autres. Il détermine les limites de leur souveraineté. Il établit le statut des organisations internationales ex. l'ONU

## **B- Les matières du droit privé**

### **1-les matières du droit privé interne**

A la tête de ses matières se trouve le droit civil.

#### ***a)- le droit civil***

Etymologiquement le droit civil signifie le droit de la cité. Il constitue le cœur même du droit privé avec lequel il s'identifiait totalement autrefois. Son domaine d'application est très large, en effet il régit les rapports les plus courants qui s'établissent entre les individus. C'est ainsi que font partie du droit civil les matières suivantes :

- le droit des personnes, il régit les conditions de la personnalité - physique ou morale- ainsi que la capacité juridique.
- Le droit de la famille et des successions (mariage, divorce, affiliation, tutelle...
- Le droit des obligations et des contrats (droit des créances et des dettes, le régime juridique des contrats, règles de la responsabilité civile...)

#### ***b)- le droit commercial***

Au départ cette discipline faisait partie du droit civil, mais elle s'est détachée de son support initial pour devenir une matière autonome. La raison en est que le commerce a des besoins qui lui sont propres, notamment le besoin de crédit et la rapidité. Le droit commercial

établit les règles particulières aux commerçants, aux sociétés commerciales, de même qu'il réglemente les effets de commerce (chèque, lettre de change.....)

*c)- le droit du travail ou droit social*

Il réglemente les rapports entre employeurs et salariés. Il détermine les règles applicables aux contrats de travail.

**2- Les matières relevant du droit international**

Il s'agit du droit international privé. Cette matière se définit comme étant l'ensemble des règles applicables aux personnes privées (physique ou morale) qui se trouvent impliqués dans des relations juridiques internationales. Le DIP suppose un élément d'extranéité concerne les rapports de droit privé au sujet desquels plusieurs législations internes entrent en concours. Il comprend l'étude de la nationalité, de la condition juridique des étrangers et des conflits de lois et des conflits de juridictions.

La distinction droit public et droit privé doit être nuancée car il existe des matières qui relèvent à la fois du droit public et droit privé. Il s'agit essentiellement du droit pénal et de procédure civile qui constituent en quelque sorte des matières mixtes.

**C- Les matières mixtes**

**1- le droit pénal (droit criminel)**

L'Etat a pour mission essentielle d'assurer la paix et la sécurité. Il punit les auteurs des actes de violence qui mettent en péril les intérêts de la collectivité. L'ensemble des règles qui déterminent les conditions de cette répression est ce que l'on appelle le droit pénal. Il ressort de cette idée que le droit pénal de par son objet relève du droit public. En effet le principal objet du droit pénal est de définir les infractions et d'organiser leurs répressions. Toutefois le droit pénal s'apparente également au droit privé par sa technique. De nombreux articles du code pénal garantissent certains droits subjectifs c'est-à-dire des droits reconnus aux individus.

Ex. en réprimant un délit comme le vol la loi pénale cherche à garantir et à défendre un droit privé : le droit de propriété

## **2- la procédure civile**

Les contestations entre les particuliers se dénouent en justice selon certaines formes que doivent respecter ceux qui entendent faire valoir leur droit. Ces formes sont déterminées par la procédure civile. En effet celle-ci s'occupe de l'organisation des tribunaux, de l'exercice de l'action en justice et de la marche des procès. On pourrait être tenté de classer la procédure civile dans le domaine du droit privé puisqu'elle détermine la façon dont les particuliers peuvent saisir un tribunal pour faire valoir leurs droits privés. Mais l'organisation des tribunaux comme celle de n'importe quel service public relève précisément du droit public, ce qui nous amène à dire que la procédure civile est bien une matière mixte.

*Première partie : Droit positif : la règle de droit*

*Chapitre I : L'OBJET DE LA REGLE DE DROIT*

Toute vie au sein d'un groupe engendre automatiquement des rapports entre les composantes de ce groupe. Elle suppose un minimum d'ordre. Or qui dit ordre dit existence d'un certain nombre de règles à observer pour sauvegarder la cohésion du groupe. La liberté de chacun doit être réglementée ; elle doit s'arrêter là où commence celle des autres.

L'objet de la R de D est précisément d'organiser les rapports qui se forment dans la vie sociale. Elle détermine une conduite à suivre.

Ex : le débiteur doit payer ses dettes ; ' \*i

L'auteur d'un dommage doit le réparer.

Mais la R de D n'est pas la seule à définir notre comportement ; il existe d'autre règles tel que les règles religieuses, les règles morales..... qui influencent notre comportement. G

règles se rapprochent de la R de D car elles visent aussi à tracer une limite entre ce qui e permis et ce qui ne l'est pas.

Toutefois ces règles à elles seules ne peuvent assurer l'ordre et la discipline qui doit ; prévaloir dans toute vie en société. En effet l'observation d'une règle de conduite peut s'avérer illusoire si elle n'est pas assortie d'une sanction. Or il s'agit la d'un caractère distinctif de la R de D d'où l'intérêt que revêt la distinction de la R de D des autres règles de conduite.

## **SECTION I : DISTINCTION DE LA REGLE DE DROIT DES AUTRES REGLES D CONDUITE**

La première distinction qu'il faut opérer est certainement celle qui existe entre le droit la morale

### **A- Droit et morale**

Les domaines du droit et de la morale se trouvent souvent confondus. En effet une grande partie des règles de droit puisent leur existence directement dans la morale. Pourtant R de D par certains de ses caractères se distingue des règles morales. Plusieurs critères permettent de faire cette distinction.

1- le domaine de la morale est plus étendu que celui du droit. Le domaine de la R de D se cantonne à l'Homme en tant qu'être vivant en société. La morale va beaucoup plus loin, elle vise non seulement l'homme en tant qu'il vit en société mais également les devoirs de l'être humain envers lui-même (dignité, respect de soi) et en vers Dieu.

2- La morale est plus stricte que le droit.

La morale tend à la perfection de l'Homme, en ce sens qu'elle ne vise pas uniquement ses actes mais également ses pensées, ses intentions, alors que la R de D ne vise nullement la

réalisation d'un idéal. Ainsi le droit peut admettre certains actes que la morale réprouve. Ex : un simple mensonge (Bonus dolus) qui vante les qualités d'un produit pour aider un commerçant à écouler sa marchandise. Cette pratique est tolérée par l'usage commercial, mais elle est condamnée par la morale.

3- R morale et la R de D n'engendrent pas les mêmes sanctions celui qui enfreint une R morale ne s'expose qu'à une sanction intérieure ( les remords ) alors que toute personne qui transgresse une R de D encourt une sanction matérielle.

ex. sanctions pénales : amende, emprisonnement à temps ou à vie, la peine de mort ... sanctions civiles : exécution forcée, dommages et intérêts...

En conclusion on peut écrire que c'est au niveau de la sanction qu'apparaît l'insuffisance de la R morale. En effet celle-ci n'est pas assez coercitive (assez contraignante) pour éviter sa transgression.

## **B- Droit et religion**

Il peut y avoir coïncidence entre les commandements religieux et les règles juridiques par ex. l'interdiction de tuer son prochain, de voler .... On doit cependant distinguer entre les sociétés confessionnelles et les stés laïques

### *1- les sociétés confessionnelles*

Dans les stés confessionnelles notamment musulmanes comme c'est le cas du Maroc : la frontière entre le droit et la religion est difficile à établir, car il existe des domaines dans lesquels la R de D se confond entièrement avec les préceptes religieux, c'est le cas du droit de la famille : le code de la famille reste à quelques exceptions près très fidèle à la loi coranique et aux enseignements de l'école malékite.

### *2- les sociétés laïques*

Dans les sociétés laïques la règle religieuse se distingue de la R de D sur le plan de sanction, car celle-ci émane non plus de l'autorité étatique, mais de l'autorité religieuse, or la religion est une affaire personnelle.



## SECTION II : Le CARACTERE DISTINCTIF DE LA REGLE DE DROIT

Trois caractères fondamentaux distinguent la R de D : son caractère général et abstrait son caractère obligatoire, et le fait qu'elle soit sanctionnée par l'autorité publique.

### **A- Le caractère général et abstrait de la R de D**

Cette expression signifie que la R de D s'adresse à tous et non pas seulement à individu. Ce caractère fait de la R de D une règle impersonnelle ou encore objective, ci-: qu'elle s'applique à toutes les personnes se trouvant clans des situations identiques. Tous le caractère général de la règle de droit doit être nuancé car il existe bien des règles juridiques qui ne s'applique qu'à certains groupes professionnels : ex. le doit du travail \*

### **B- Le caractère obligatoire de la R de D**

Ce caractère vient du fait que la règle de droit émane principalement de l'Etat. Elit constitue un impératif. Elle être revêtu de la force obligatoire. Cependant cette obligation est nuancée et certaines règles s'imposent de manière plus impérieuse que d'autres. On distingue à cet égard entre les règles impératives et les règles supplétives

#### *1 ~ les règles impératives*

Ce sont toutes les R dont l'application s'impose aux individus et auxquelles ils ne peuvent déroger par leur propre volonté. Les R impératives visent à préserver l'intérêt général. Ce qui explique leur contraignant.

Ex les R posées par le code pénal, les règles qui déterminent les éléments constitutifs du mariage, les R relatives à la capacité.

#### *2- les règles supplétives*

on les appelle également R interprétatives ou dis positives. On regroupe sous ces différentes appellations toutes les R dont l'application peut être écartée par les parties à un contrat par le moyen d'un accord entre elles et à condition que cette volonté soit précise. On peut se demander quelle est l'utilité de ce genre de R puisque 'elles ne sont là qu'à titre indicatif. En fait leur utilité est très grande car en cas de carence elles suppléent la volonté des parties d'où leur nom de R supplétives. Ces R sont très fréquentes en matière contractuelle. Ex : l'art 502 du D.O.C. énonce que : « la délivrance doit se faire au lieu où la chose vendue se trouvait au moment du contrat, s'il n'en a été autrement convenu » Donc au terme de cet mi racheteur doit prendre livraison de la marchandise à l'endroit où elle se trouvait au momentde la passation du contrat, mais rien n'empêche les parties de choisir un autre lien de livraison par ex. le domicile de l'acheteur. En effet les dispositions de l'art 502 ne revêtent

caractère supplétif. Elles ne jouent qu'au cas où les parties n'ont rien précisé dans leur contrat quant à la délivrance de la chose vendue.

## **Chapitre II : LES SOURCES DU DROIT**

Il s'agit de l'étude des faits qui donnent à une R de D le caractère de droit positif. Il ne fait aucun doute que la loi constitue aujourd'hui la principale source du droit. Le terme LOI doit être entendu au sens large : il signifie la loi proprement dite c'est-à-dire un texte voté par le parlement, mais il désigne également les règlements qui en émanent du pouvoir exécutif. La prédominance de la loi ne doit pas nous faire perdre de vue une autre source de droit : la coutume. La coutume se définit comme étant un usage général et prolongé implanté dans une collectivité et considéré par elle comme juridiquement obligatoire c'est le droit créé par les mœurs. Sur le plan historique la coutume constitue la plus ancienne source de droit.

### **SECTION I : LES SOURCES TRADITIONNELLES DU DROIT MAROCAIN**

Alors que les R de D musulman ont joué et continuent toujours à jouer un rôle d'importance le droit coutumier en revanche n'a cessé de décliner depuis l'indépendance.

#### **§ : les principes du droit musulman**

Avant le protectorat le droit musulman constituait l'ordre juridique dominant au Maroc en ce sens qu'il était le seul à régir les institutions politiques et administratives du pays. L'instauration du protectorat suite au traité de Fès de 1912 a eu pour conséquence, sur le plan juridique, l'introduction d'une nouvelle législation (les 9 décrets organiques de 1913). Sur le plan juridictionnel (organisation des tribunaux) on assiste à la juxtaposition de 2 systèmes. L'un moderne c'est les tribunaux français du Maroc, l'autre traditionnel et c'est les juridictions du chraa.

Ces réformes visaient deux choses : d'un côté répondre aux besoins de l'occupant, de l'autre réduire au maximum le champ d'application du droit musulman.

Après l'indépendance et suite à la loi de réunification de 1965, le législateur marocain a conservé la plus part des textes issus du protectorat.

Actuellement la plus part des pays musulmans accordent une très large place au droit occidental ; le domaine qui reste très marqué par le droit musulman est celui du droit de la famille et des successions.

#### **§ : le droit coutumier**

**Il s'agit d'un ensemble de règles qui proviennent directement des pratiques populaires. La règle coutumière ne se révèle pas comme la loi par un acte unique mais par la répétition d'actes semblables et par le sentiment qui règne sur leur force obligatoire. C'est donc par étapes insensibles qu'une tradition se meut en une coutume juridique. La règle coutumière comporte deux éléments, l'un objectif ( ou matériel) c'est-à-dire l'observation uniforme de la règle par la généralité des intéressés. Cette pratique devant remonter assez loin dans le temps.**